

Formation professionnelle et insertion sociale

# Lancement de la caravane d'inscription du programme " 1 jeune = un métier "



Flavien Nzengui Nzoundou visitant les sites de lancement, hier.



L'heure des inscriptions dans un des arrondissements retenus.

Photo : LLIM

Photo : LLIM

Anita Jordanah TSOUMBA  
Libreville/Gabon

La première phase, dont le coup d'envoi a été donné hier par le vice-Premier Flavien Nzengui Nzoundou, en charge de la formation professionnelle, se déroulera jusqu'à jeudi prochain, de manière simultanée dans les premiers arrondissements de Libreville, d'Akanda et d'Owendo.

DE l'Hôtel de ville d'Akanda à la mairie d'Owendo, en passant par celle du premier arrondissement de Libreville, on se serait cru à un jour de fête, hier. La foule massive, composée principalement de jeunes, mais également de parents, venus accompagner leur progéniture, avait répondu favorablement à l'appel du ministère de la Formation professionnelle et de l'Insertion des jeunes, à travers le pro-

gramme "Un jeune égal un métier, de l'existence à l'emploi". Celui-ci visant, à terme, l'autonomisation par des petits métiers, des jeunes Gabonais de la rue, non scolarisés, avec ou sans diplôme, âgés de 16 à 35 ans (lire notre édition du samedi 20 février 2016). En effet, annoncée le 18 février courant, la caravane d'inscription de ce programme a débuté, hier, de manière simultanée dans les mairies des

premiers arrondissements de Libreville, Akanda et Owendo. Le coup d'envoi a été donné par le vice-Premier ministre, en charge de la Formation professionnelle et de l'Insertion des jeunes, Flavien Nzengui Nzoundou. Pendant près d'un mois, et ce chaque semaine, des équipes d'agents recenseurs, constituées de représentants d'entités impliquées dans ce programme, dont les minis-

tères de la Justice, de la Culture et des Droits humains, vont sillonner les mairies d'arrondissements, afin de procéder aux inscriptions des futurs apprenants. « Nous sommes chargés d'identifier les personnes qui sont dépourvus d'actes de naissance, afin qu'elles puissent avoir accès à la formation. Nous les identifions et leur délivrons une fiche. Un acte de naissance leur sera délivré au terme de la formation, en même

temps que les attestations (...). Il n'y a aucun frais à verser», a indiqué un agent rencontré sur place. Cette première phase s'achève jeudi prochain. Le programme s'intéressera ensuite aux jeunes des deuxième arrondissements de Libreville, Akanda et Owendo, du 27 février au 1er mars. Puis, à ceux des 3e, 4e et 5e, du 3 au 6 mars. Et enfin, aux adolescents du 6e arrondissement, du 8 au 12 mars 2016.

## Front social/ Grève à l'université Omar Bongo (UOB), hier

### "Un mouvement pacifique mais dur" en perspective

F.B.E.M  
Libreville/Gabon

C'est ainsi que les étudiants ont résumé cette grève qu'ils entendent mener jusqu'à "nouvel ordre".

IL y a encore eu du grabuge, hier, à l'Université Omar Bongo (UOB) de Libreville. A peine une semaine après le dernier mouvement d'humeur des étudiants. Mais à la différence des précédentes grèves de cette année académique, généralement menées par des marginaux à la légalité contestée, c'est bien le bureau de la mutuelle estudiantine qui est à l'origine de celle d'hier. Un fait assez important pour être relevé. Car, selon le vice-président de la mutuelle, Jacques Chirac Medzo Ebare, c'est l'une des raisons de cette nouvelle grève visant, entre autres, à mettre fin à cette situation, où n'importe quel quidam venait initier des mouvements non encadrés, avec pour conséquence une insécurité permanente au sein du campus. Car, si des points tels que le retard de paiement des bourses scolaires, la suppression des repas au res-



Une stratégie pacifiste qui a visiblement désarçonné les forces de sécurité, habituées aux débordements des étudiants.

Photo : F.B.E.M

taurant universitaire, l'arrêt des travaux de voiries dans le campus, la non-prise en compte de l'uniformisation du système LMD (Licence Master Doctorat), et bien d'autres, figurent en bonne place des revendications, le leader estudiantin a insisté sur ce volet sécuritaire. En réalité, a-t-il poursuivi, « les questions comme la restauration, les logements, le wifi à l'université, on les a abordées de façon administrative, en envoyant des cahiers de charges à l'administration. Et il était question d'en débattre avec elle. Malheureusement, on s'est rendu compte qu'il y a des gens qui boycottent ce débat, qui le désorientent.

Des gens qui font finalement que l'année universitaire tende vers sa fin sans qu'on ait une œuvre de l'État pour améliorer les conditions de l'étudiant», a-t-il regretté. Autre fait marquant de cette manifestation d'hier, elle a été menée au sein même des franchises universitaires. Les étudiants n'ayant aucunement franchi le "grand portail" pour perturber la circulation sur la voie publique, comme auparavant. Ils se sont juste contentés de barricader l'entrée principale du campus, ainsi que les salles de cours. « Ce sera un mouvement pacifique mais dur, et ce jusqu'à nouvel ordre ! », a renchéri l'un des manifestants dans la foule.

## OPERATION DE BANCARISATION DES AGENTS PUBLICS RETRAITES

Conformément au communiqué de presse du Ministère du Budget et des Comptes Publics du 03 février 2016 relatif à la bancarisation des agents publics retraités et de leurs ayants-causes, la BICIG sera heureuse d'accueillir tous les retraités dans l'ensemble de son réseau d'agences pour l'ouverture d'un compte.

Ce compte permet aux retraités d'accéder aux services de la BICIG et à l'offre spéciale ONERO.

Pour les formalités d'ouverture de compte, se munir des documents suivants :

- Une copie de votre pièce d'identité
- Deux photos d'identité
- Une copie de l'attestation de pension

NB : Aucun dépôt initial n'est exigé pour l'ouverture de compte

Réseau d'agences BICIG : Agence Centrale, Oloumi, Mont- Bouet, Okala ; Adl, Louis, Nzeng- Ayong, Owendo, Port-Gentil, Gamba, Franceville, Moanda, Mouila.

